

L'impureté de la guerre

François-Bernard Huyghe*

François-Bernard Huyghe est docteur d'État en Sciences Politiques et habilité à diriger des recherches en Sciences de l'Information et Communication. Il intervient comme formateur et consultant.

Résumé

La démocratisation progressive, la présence d'une hyper puissance militaire et le rêve d'un ordre international assuré par une autorité internationale ne favorisent pas l'apparence de conflits armés classiques. Mais la découverte de nouvelles fragilités exploitables par des agresseurs, la multiplication des motifs - y compris idéologiques - d'affrontement et la diffusion de technologies utilisables pour de nouvelles formes de luttes ont fait que la guerre et les conflits armés échappent à leur forme classique, se font hybride et dépassent les délimitations antérieures. L'auteur plaide pour une polémologie rénovée qui s'efforcera d'en expliquer les mécanismes.

Il fut un temps (peut-être un moment très bref de l'histoire européenne), où poser la question "Qui est en guerre ?" n'avait guère de sens : chaque citoyen relevait nécessairement d'un État qui était ou bien en paix ou bien en guerre¹; il était lui-même ou civil ou militaire. Et si quelqu'un portait les armes, il fallait que ce fût pour combattre un ennemi privé (éventuellement pour commettre un crime) ou pour lutter contre l'ennemi désigné par le politique. La mort était envisagée, si possible de soldat à soldat, pendant certaines périodes (la durée du conflit) et dans le respect de normes, dites justement lois de la guerre. Le récent affrontement entre la Russie et la Géorgie, avec chars d'assaut, uniformes, ligne de front, armistice, tractations, répond encore peu ou prou à ce modèle (dont il ne faut peut-être pas trop tôt proclamer la disparition).

Proclamer la guerre et la paix

La guerre était le fait d'acteurs autorisés : les États souverains. De manière un peu circulaire, la capacité de proclamer la guerre et de désigner l'ennemi constituait un des attributs de la souveraineté. Ces acteurs poussaient l'exigence de clarté jusqu'à entourer l'acte de violence d'actes de communication². Ils proclamaient la guerre (voire la mobilisation) en son début et la paix à son achèvement. La parenthèse sanglante suscitait traces et mémoires : des traités de paix, constatant une décision (soumission du vaincu ou compromis), des récits et chroniques, des monuments pour commémorer "notre" victoire ou "nos morts" et "leur" défaite, des chants, ...

* Original français. La version anglaise de cet article a été publiée sous le titre "The impurity of war", *International Review of the Red Cross*, Vol. 91, N° 873, mars 2009, pp. 21-34
Site de François-Bernard Huyghe: <http://www.huyghe.fr>

¹ Alberico Gentilis dans son *De jure bellis* de 1589 définit déjà la guerre comme : *armorum publicorum justa contentio*, 'la guerre est un conflit armé, public et juste' (juste aux yeux de ceux qui la pratique s'entend).

² Y compris des énonciations dites "performatives" qui créent une situation nouvelle du seul fait d'avoir été prononcées, voir John L. Austin, *How to do things with words*, Oxford University Press, Oxford, 1962.

À Rome, les portes du temple de Janus s'ouvraient en temps de guerre, se fermaient au retour de la paix. En France, au vingtième siècle, un certain type d'affiches et une typographie particulière étaient réservés aux mobilisations générales et le défilé de la victoire obéissait à une scénographie caractéristique. Le but paradoxal de tant d'ostentation codifiée était d'imposer le silence : silence des armes, silence du vaincu qui renoncerait à s'adresser à la postérité et à énoncer sa prétention politique. Temps de guerre et temps de paix étaient scandés par des marques symboliques : on se battait pour changer l'Histoire avec un "H" majuscule et elle vous en récompensait en conservant vos histoires avec un "h" minuscule.

Le temple de la guerre

La thèse que nous soutiendrons est que l'apparition de nouveaux acteurs subétatiques, de nouvelles armes, mais aussi de nouvelles représentations idéologiques (et chez le fort et chez le faible) bouleversent ces éléments et poussent à la multiplication de conflits hybrides ou indécis. Ce qui ne peut se comprendre qu'en revenant sur la définition canonique de la guerre.

La volonté

La volonté d'imposer sa loi à l'autre (la guerre comme "duel de volontés" selon Clausewitz³) est inhérente à la relation guerrière : l'un au moins émet des prétentions (à un territoire, à une ressource, à un changement de politique, au triomphe d'une valeur ou à la disparition d'une ethnie) et tente de contraindre l'adversaire : il devra consentir ou disparaître. Si la volonté est claire (et quoi de plus clair que la déclaration du souverain ?) et l'objectif connu (la revendication ou le différend), les autres éléments prennent leur sens.

La létalité

Après tout, la guerre a longtemps été le temps "où les pères enterrent les fils", voire celle où un taux de décès lié à la violence organisée change les équilibres démographiques⁴. L'éventualité de donner ou de recevoir collectivement la mort est constitutive de la guerre ; elle se réalise selon certaines formes prescrites et dans un rapport particulier avec des hommes inconnus que l'on ne reconnaît que d'ennemi à ennemi.

La technicité

Pas de guerre sans armes, c'est-à-dire sans outils spécifiques. Même si l'arme peut servir à d'autres fonctions - comme chasser, s'exercer ou parader - c'est en principe un outil fait pour tuer ou du moins pour vaincre. L'arme agit sur les chairs, mais aussi sur les esprits sur qui elle exerce une contrainte (en ce sens, l'arme a en commun avec le média d'être un outil qui agit sur le cerveau humain).

La symbolique

Ici, la notion de "symbole" est à prendre au sens le plus général : des hommes croient ensemble en des idées incarnées par des représentations. Le drapeau ou l'uniforme qui ne sont là que pour signifier la patrie ou l'appartenance à l'armée constituent les éléments les plus visibles d'un vaste édifice. Pas de guerre sans communauté qui se persuade d'abord de sa

³ Claus von Clausewitz, *De la guerre*, traduction de Nicolas Waquet, Éditions Rivage poche, 2006.

⁴ Gaston Bouthoul, *L'infanticide différé*, Hachette, Paris, 1970.

propre existence comme force historique, qui ne se représente l'ennemi et ne se convainc que'il y a des raisons de tuer ou de mourir. Elles peuvent être très diverses : augmenter sa collection de crânes, gage de prestige, dans certaines civilisations, renverser le nouvel Hitler (Milosevic, Saddam Hussein, etc) et établir une paix démocratique universelle dans d'autres cultures. Dans tous les cas, il faut des dispositifs complexes pour organiser ces croyances communes qui s'opposent aux croyances et symboles de l'adversaire.

Ce que nous venons de décrire est évidemment un idéal-type dont les manifestations concrètes n'ont pas toujours cette clarté. Ainsi, même à l'apogée de la guerre européenne "classique", il arrivait que la guerre fut "civile" ou "de partisans" et bousculât ces belles logiques binaires. Un des deux acteurs prétendait alors à une qualité que l'autre lui déniait (armée de libération ou résistance légitime du peuple). Il disait bien faire la guerre, là où l'autre - éventuellement État colonial ou occupant- ne voyait que désordres, pillage, insurrection et banditisme. Mais la chose finissait par rentrer dans l'ordre : ou bien l'État gagnait (et après coup il était permis de parler de contre-insurrection victorieuse) ou bien l'autre partie l'emportait et, ce faisant, elle justifiait sa prétention à s'emparer de l'autorité légitime ou à proclamer un État indépendant doté d'un territoire. Une guerre pour l'État devenait *a posteriori* une guerre de et par l'État.

La guerre est un caméléon

Chacun peut constater que ces belles certitudes se sont dissoutes. Par exemple, si l'on est français comme l'auteur de ces lignes ou Européen, il suffit de poser autour de soi la question "Sommes-nous en guerre en Afghanistan ?" pour obtenir les réponses les plus diverses. De ceux qui considèrent qu'une opération de maintien de la paix internationale n'a rien à voir avec une guerre jusqu'à ceux qui affirment que nous menons une guerre coloniale au service de l'impérialisme américain. En passant par les pragmatiques qui se disent que, si les talibans ont pu tuer en août 2008 dix soldats français et qu'ils gagnent des provinces entières sur l'OTAN, cela commence à ressembler davantage à une guerre qu'à une descente de police internationale.

Ce qui nourrit l'incertitude dans ce cas est la pluralité des critères de la guerre (dont Clausewitz disait qu'elle était "un caméléon"⁵) :

- Critère relatif aux acteurs : que signifie "les talibans", est-ce une armée, une guérilla, une bande terroriste ? À partir de quel stade d'organisation ou de légitimité une des deux parties mérite-t-elle le nom d'armée ? Quand cesse-t-elle d'être considérée comme un facteur de désordre pour accéder à la dignité d'éventuel acteur de l'Histoire ? Et quand cesse-t-elle de relever de la répression pour gagner le prestigieux statut d'ennemi reconnu ?
- Critère lié aux moyens utilisés. Quand les uns emploient des missiles et les autres des mortiers, il devient difficile de parler d'une violence privée ou marginale.
- Critère du degré de violence, voire du taux de mortalité qui est tout sauf négligeable en Afghanistan, surtout si l'on tient compte des victimes civiles.
- Critère de la conscience qu'ont les belligérants d'être "en guerre", voire de la catégorie politique à laquelle ils se réfèrent. Mais en ce cas, ceux qui se proclament en *djihad* en ont la certitude, tandis que les Occidentaux nient la réalité de la guerre. À moins qu'ils ne cherchent à dissimuler sous des acronymes et néologismes comme assistance militaire, maintien de la paix ou "opérations autres que la guerre" (OOTW, *Operations Other Than War* dans le jargon de l'OTAN) une réalité dont la reconnaissance officielle ferait trop

⁵ von Clausewitz, op. cit. note 3, Vol. 1, chapitre 1.

d'honneur à l'adversaire. Il ne faut guère se réjouir qu'un peuple puisse être en guerre "sans le savoir", entendez sans trop se soucier des tâches parfois périlleuses de maintien de l'ordre qu'exercent en son nom des professionnels à la périphérie de l'Empire.

- Critère des objectifs des forces armées. Il est bien connu tout à la fois que "nous faisons la guerre en vue de la paix" (Saint Augustin) et que "la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens" (Clausewitz⁶). Clairement, même si la guerre peut servir à des fins privées (les fantaisies du Prince ou les intérêts des marchands de canon), elle n'a de sens que dans la perspective du type de paix recherché, donc d'ordre stable qui doit s'ensuivre et qu'elle poursuit. En l'occurrence, le maintien du régime de Karzaï, la stabilisation du pays et l'élimination des bases *djihadistes* semblent un but tout à fait politique et capable d'impliquer une dépense de sang.

Les nouvelles violences armées

À ce stade, un lecteur est en droit de se demander quel est l'intérêt d'une ontologie de la guerre, si la catégorie a d'autre intérêt que d'exercer l'ingéniosité des philosophes et des juristes et si, finalement, c'est la chose qui compte, les morts ou le mot. Cette logique est celle d'écoles comme l'*irénologie* ou la "*Peace research*"⁷, qui vident le concept de guerre de tout sens (quitte à soupçonner ceux qui l'emploient d'être au moins "fatalistes", voire complaisants devant le retour récurrent des grands massacres collectifs). La guerre serait alors une violence entre autres, fondue dans tous les grands malheurs de l'humanité, y compris les catastrophes écologiques, et dont il serait plus urgent de faire le diagnostic plus que la taxinomie. À l'autre bout du spectre idéologique, les stratèges ont une tendance croissante à fondre la catégorie "archaïque" de la guerre dans la perspective de la sécurité avec les activités criminelles, les dangers technologiques, les catastrophes, le terrorisme...

Revenir sur la notion de la guerre

Il nous semble pourtant qu'il est indispensable de revenir sur la notion de guerre, si menacée et improbable qu'elle paraisse de nos jours. Il s'agit d'abord d'une expérience anthropologique fondamentale. Comme elle est inscrite dans notre mythologie et dans notre inconscient, reflétée dans nos institutions mais parfois aussi dans le droit. Chacun est libre de s'indigner qu'il y ait encore un droit "à" la guerre (guerre juste ou injuste) ou dans la guerre, mais mieux vaut qu'ils existent et protègent les combattants que le contraire.

Pour ne donner qu'un exemple, la reconnaissance du statut du combattant adverse peut avoir une grande importance. Ainsi, lorsque les États-Unis ont interné des *djihadistes* à Guantanamo, ils ont qualifié les détenus de "combattants illégaux" pour éviter de leur appliquer les Convention de Genève et/ou le droit pénal US. Ce statut bizarre était déjà celui des espions allemands pendant la seconde guerre mondiale (ni combattants à traiter suivant les lois de la guerre, ni civils à protéger et *a priori* innocent⁸), comme il fut celui des soldats (noirs en particulier) du Nord vis-à-vis du Sud dans la guerre civile.

Seconde bonne raison de maintenir la notion de guerre : elle a l'avantage de renvoyer *a contrario* à la notion de paix. Faute de savoir si nous sommes en guerre et si nous avons des ennemis, nous risquons fort de ne jamais être en paix.

⁶ *Ibid.*

⁷ Johan Galtung, «Violence, peace and peace research», *Journal of Peace Research*, Vol. 6 (3), 1969, pp. 167-191.

⁸ *Ex parte Quirin* 317 U.S. 1 1942.

Nouvelles formes de guerre

Sans même parler de la guerre froide, dont la principale caractéristique fut de rester en puissance ou en menace pendant toute la seconde moitié du XX^e siècle, apparurent des formes de conflits inédites, certaines virtuelles ou fantasmées : affrontements entre acteur étatique et combattants qui se disent armée de libération, révolution ou autre appellation similaire. Ainsi, dans les années 50, il n'y avait pas une guerre mais des «événements d'Algérie». Quarante ans plus tard, l'État algérien en était à se demander s'il faisait la guerre aux maquis islamistes ou s'il s'agissait de maintien de l'ordre contre des brigands.

La question devient cruciale lorsqu'il y a pluralité d'acteurs armés, comme la prolifération des milices au Liban dans les années 80, ou encore quand la distinction entre politique et criminalité devient presque indiscernable. En Amérique latine ou dans le triangle d'or proche de la Birmanie, bien subtil qui sait distinguer une bande armée de trafiquants de drogue d'une guérilla.

La distinction militaire/civil⁹ est remise en cause par la tendance à mobiliser des combattants sans uniforme, éventuellement des enfants et la propension croissante des conflits à tuer davantage de civils que de militaires. Quand des milices massacrent des populations qui ne se défendent guère, comme au Darfour, faut-il continuer à parler de guerre ? Dans un tout autre genre : quand un membre d'une société militaire privée accomplit une mission de sécurité, est-il un assistant d'un «vrai» militaire et quand commence-t-il à «faire» la guerre ? Où passe la frontière entre terrorisme, guerre secrète, guerre du pauvre, guérilla ?

Ces tensions et contradictions trouvent leur point culminant le jour où les États-Unis proclament une «Guerre globale au terrorisme». Elle appelle la notion complémentaire de «guerre préemptive¹⁰», autorisant une intervention armée hors frontières contre des groupes terroristes ou contre des tyrans susceptibles de les aider et/ou de posséder des armes de destruction massive.

Guerre globale et le terrorisme

La guerre globale au terrorisme (Global War On Terror) cumule toutes les contradictions des nouvelles guerres :

- l'impossibilité de définir l'adversaire : qu'est-ce que "le" terrorisme - une idéologie, une pratique, un crime ?
- l'obscurité du critère de la victoire : le jour où il n'y aura plus de terroristes, ni personne qui veuille s'en prendre aux USA ? Où plus personne ne fabriquera d'Arme de Destruction Massive ? Où aucun État n'abritera plus, consciemment ou contre son gré, de groupe armé clandestin ? Est-ce une guerre sans victoire possible, donc "infinie"¹¹ ?
- l'incapacité à préciser le début, la fin de la guerre, le lieu où elle se déroule, le statut des combattants;
- la difficulté de distinguer des actes de guerre (ou de terrorisme), des menaces, des négociations, etc, comme cela se fait classiquement dans un rapport entre belligérants.

Il faut reconnaître, à la décharge des Américains, que le défi exprimé par l'adversaire,

⁹ Martin van Creveld, *The Transformation of War*, Free Press, New York, 1991.

¹⁰ Sur la notion de guerre "préemptive" (et non pas préventive), voir l'ouvrage *Quatrième guerre mondiale - Faire mourir et faire croire*, François-Bernard Huyghe (ed.), Éditions du Rocher, Paris, 2004.

¹¹ Giulietto Chiesa, *La guerra infinita*, Feltrinelli, Milan, 2002.

par des actes (les attentats) et des messages (proclamations, communiqués et *fatwas*) exacerbe les ambiguïtés de la pratique terroriste.

Pour notre part, nous ne croyons pas qu'il existe un terrorisme¹² en soi, mais des pratiques terroristes qui se caractérisent par l'organisation secrète (le jour où un terroriste enfle un uniforme et défile derrière à visage découvert, c'est qu'il a intégré une milice), par des frappes sporadiques (sinon, il faut parler de batailles, de territoires conquis ou perdus...) par le choix d'objectifs militaires ou civils symboliques ; "quand un terroriste tue un homme, il veut tuer une idée" disait Camus. Et par la volonté de proclamation à travers la destruction (le terroriste veut faire savoir qui il est, quelle cause il représente, quelle revendication il présente, quel ennemi il défie, quel objectif il poursuit et beaucoup d'autres choses parfois en une seule bombe).

Le terrorisme est toujours un compromis entre "guerre du pauvre" et "propagande par le fait". Or ce caractère impur est rendu plus complexe ici encore par deux facteurs. Les terroristes, eux, se considèrent comme en guerre religieuse en référence à une catégorie théologique précise : le *djihad* défensif obligatoire pour tout bon musulman. Ils ont, comme le dit ben Laden, la conviction que la loi naturelle qui pousse chacun à défendre les siens par la force, comme les prescriptions coraniques font de lui un guerrier en état de légitime défense, un vrai croyant promis au martyr et nullement un terroriste qui tue des civils innocents. Une organisation dite terroriste peut tantôt pratiquer l'attentat, tantôt se battre sur un territoire comme une guérilla, tantôt contrôler une zone sanctuarisée et jouir d'un statut officiel (comme les *jihadistes* en Afghanistan avant octobre 2001), tantôt avoir une façade légale, tantôt même se présenter aux élections, accéder au pouvoir... Elle est par définition provisoire (comme est changeante la guerre qu'elle fait et que l'on lui fait) : elle est censée déboucher sur la révolution, le soulèvement du peuple entier ou la constitution d'une vraie armée. Une récente étude de la Rand a étudié "Comment finissent les organisations terroristes¹³?" et ce que sont devenues 648 groupes terroristes depuis 1968, de tous pays et de toutes idéologies. Plus de la moitié ont disparu en quelques années. Quarante-trois pour cent des organisations se sont dissoutes, tout simplement, en se transformant en forces politiques "légales". Et lorsqu'elles peuvent passer au stade de l'insurrection (c'est-à-dire davantage de la guerre de partisans enraciné que du terrorisme clandestin), ils finissent dans la moitié des cas par négocier avec un gouvernement. Même si, en l'occurrence, on imagine mal Al Qaeda discutant un jour l'établissement d'un califat planétaire avec ses adversaires juifs et croisés... Attentats, guérilla, action politique, négociation diplomatique constituent donc un processus continu, où il devient difficile de distinguer les phases militaires des phases politiques.

Le fort, le faible et le contrôle planétaire

Dans les exemples précédents, la difficulté de distinguer des guerres en bonne et due forme de pseudo ou de "para-guerres" tient à une forme de désordre ou à un manque de moyens du faible. C'est faute d'un "vrai" État ou d'une "vraie" armée qu'éclatent ces affrontements, que certains considèrent comme archaïques (quoiqu'il se pourrait au contraire qu'ils soient les conflits de l'avenir).

Mais dans d'autres cas, la transformation de guerre est le fait du puissant, soit comme

¹² Catherine Bertho Lavenir et François-Bernard Huyghe (eds), *La scène terroriste*, Cahiers de médiologie N° 13, Editions Gallimard, Paris, 2002 (téléchargeable sur http://www.mediologie.org/collection/13_terrorisme/sommaire13.html, dernière consultation le 25.05.2009)

¹³ *How Terrorist Groups End: Lessons for Countering al Qaeda*, 2008, Rand Monograph Report, disponible sur www.rand.org/pubs/monographs/MG741 (dernière consultation le 25.05.2009).

producteur de constructions idéologiques et politiques, soit comme possesseur d'instruments nouveaux. Cela tend à retirer à la guerre qu'il mène certains des caractères de violence ostensible, de territorialité, de durée circonscrite, qu'il possédait auparavant.

Une révolution ou transformation dans les affaires militaires

Plusieurs de ces changements ont été théorisés, notamment aux USA, comme la "Révolution dans les Affaires Militaires". La RMA (*Revolution in Military Affairs*¹⁴) énoncée après la chute de l'URSS (même si ses origines sont plus lointaines) traduit un changement de paradigme. Elle s'articule autour de l'énorme supériorité militaire américaine et d'une vision techniciste. La prédominance des forces US doit se traduire aussi par l'utilisation de technologies de l'information, qu'il s'agisse de renseignement, de "rendre le champ de bataille transparent", de frapper là où la force est efficace, de coordonner parfaitement ses propres forces, de réagir instantanément depuis le "capteur" qui décèle les cibles jusqu'au tireur sans passer par la lourde hiérarchie du commandement militaire traditionnel, font que les partisans de la RMA pensent l'armée comme un "système de systèmes". La RMA ouvre sur toutes les spéculations sur les armes du futur à base de nanotechnologies, d'énergie dirigée..., toujours sur fond d'explosion de l'informatique. Certains rêvent d'un conflit automatisé peuplé de robots et où il ne sera plus guère question des vieilleries qui s'appellent chars d'assaut ou porte-avion.

Les pionniers de la RMA - puis leurs successeurs des années 2000 revenus à une vision plus réaliste et qui préfèrent parler de "transformation" que de révolution - continuent à prôner une vision très "high tech" : les USA capables de détruire, comme si la punition tombait du ciel, toute force conventionnelle. Mais ils ont bien compris que l'ennemi de demain "trichera". Il se placera dans une logique asymétrique, cherchant à transformer ses propres faiblesses en forces, notamment vis-à-vis des médias et de l'opinion. Le «fort», lui, devra résoudre des problèmes de conflit de basse intensité, des terrorismes, des guérillas, avec des adversaires civils, dans un contexte qui ressemblera de plus en plus à du maintien de l'ordre à l'échelle planétaire.

L'intervention armée a but multiple

Parallèlement, le système international - pour ne pas dire l'Occident - a inventé des interventions armées inédites des représailles sanctions jusqu'aux interventions humanitaires. Elles doivent séparer des protagonistes ou protéger des populations. Le discours des puissances intervenantes souligne qu'elles mènent une guerre «altruiste» qui ne leur apporte aucun avantage. Elles disent lutter contre des criminels ou ennemis du genre humain, contre des dirigeants et non des peuples qu'elles sont au contraire venues sauver.

De là le droit d'ingérence qui autorise le recours à la force armée pour empêcher des violences inacceptables ou des épurations ethniques. Les opérations militaires, que nous nommerions «de contrôle», se multiplient pour empêcher la violence armée des pauvres et des archaïques (conflits ethniques par exemple). Ici la guerre fusionne, au moins dans le discours, avec une opération de police (qui devrait en principe être réservée au maintien de l'ordre intérieur, mais que la mondialisation élargit à la dimension de la planète).

La guerre asymétrique

¹⁴ Andrew Latham, *Understanding the RMA: Brandelian Insights into the transformation of Warfare*, N° 2, PSIS, Genève, 1999.

Parmi les catégories utilisées pour décrire les nouvelles formes de l'affrontement armé, celle de guerre asymétrique est particulièrement révélatrice¹⁵. Elle porte sur les moyens employés (guerre du pauvre contre guerre du riche *high tech* et surarmé), sur la stratégie (attrition contre contrôle), mais aussi sur les objectifs. Pour le fort la règle est : annuler ou limiter l'action du faible. Il ne peut guère espérer s'emparer de sa capitale ou l'obliger à signer une reddition ou un traité. Pour le faible : durer, infliger une perte sur le terrain moral ou de l'opinion, démoraliser celui que l'on ne peut désarmer, lui rendre le prolongement du conflit insupportable. La guerre asymétrique repose plus sur l'utilisation de l'information que sur celle de la puissance et, partant, contredit toutes les conceptions classiques. Elle postule que la victoire stratégique n'est pas une addition de victoires tactiques ; elle déplace la question de la légitimité de la guerre (donc de la croyance qui la soutient) non pas en amont de la guerre mais comme son objectif même.

La guerre des trois blocs et de quatrième génération

Des variantes de la notion de guerre asymétrique ont surgi récemment. Beaucoup se rattachent à l'utopie d'une Révolution dans les Affaires Militaires, mais laissent apparaître des nouvelles catégories de la pensée stratégique.

Ainsi la "guerre des trois blocs", terme inventé par le général Charles Krulak : "À un moment, mes soldats seront en train de mourir et de soigner des réfugiés. Le moment d'après, ils sépareront deux tribus en guerre et conduiront des opérations de maintien de la paix. Finalement, ils mèneront une bataille hautement létale d'intensité moyenne. Et tout cela à trois blocs de distance¹⁶." Une telle éventualité exige la décentralisation du commandement (un simple caporal doit pouvoir décider si l'environnement est hostile, neutre ou ami et quel degré de violence appliquer).

Quant à la guerre "de quatrième génération", une idée discutée dès 1989¹⁷, elle représente le résultat d'une évolution historique. La première génération reposait sur la masse humaine disposée en lignes et en colonnes sur le champ de bataille. La seconde supposait une puissance de feu, bientôt celle de la mitrailleuse puis de l'avion, et mobilisait en amont toute une puissance industrielle. La troisième impliquait la capacité de manœuvre, tel le *blitzkrieg* de la Seconde Guerre Mondiale.

Et la guerre de quatrième génération ? Elle correspondrait à la révolution de l'information. Mais surtout, elle mobiliserait des populations entières en un antagonisme gagnant tous les domaines : politique, économique, social, culturel, et dont l'objectif serait le système mental et organisationnel de l'adversaire. Totalement asymétrique, elle opposerait deux acteurs n'ayant rien en commun. D'un côté des puissances à haute technologie. D'autre part, des acteurs transnationaux ou infranationaux éparpillés, groupes religieux, ethniques ou d'intérêt s'en prenant indistinctement au marché, aux symboles de l'Occident, à ses communications. Cette guerre que ses partisans aiment présenter comme globale, granulaire (allusion à la taille et à la multiplicité de formes ou de motivations des groupes engagés dans le conflit), technologique, médiatique.

¹⁵ Voir Steven Metz, "La guerre asymétrique et l'avenir de l'Occident", *Politique Étrangère*, N° 1, 2003, pp. 26-40.

¹⁶ Général Commandant Charles Krulak, US Marine Corps, Remarks at the National Press Club, Washington Transcript Series, 10 octobre 1997.

¹⁷ William S. Lind *et al.* "The changing face of war: into the fourth generation", *Marine Corps Gazette*, octobre 1989, pp. 22-26, disponible sur http://www.d-n-i.net/fcs/4th_gen_war_gazette.htm (dernière consultation le 25.05.2009).

Des outils pour vaincre

Bien entendu, toute cette production théorique traduit dans le domaine des idées un rapport de puissance, la confrontation entre le “fort” - une hyper puissance certaine de ne plus craindre de compétiteur à sa mesure, mais prenant en charge l’ordre mondial - et plusieurs types de “faibles” décidés à exploiter les failles du système, notamment médiatiques. Mais la transformation de la guerre n’est pas due seulement à l’évolution des rapports de force et d’idées (certains diront : d’idéologies), elle est aussi due au changement technique.

Les armes intelligentes

Pour une large part, les stratèges ont fantasmé les nouvelles armes comme intelligentes (bourrées d’informatique), précises (les fameuses frappes chirurgicales), commandées à distance (éventuellement depuis une “chambre de guerre” pleine d’écrans), bénéficiant de la quasi omniscience que procure l’observation satellitaire, économes et en forces de destruction et en vies humaines, s’en prenant davantage à l’organisation ou aux moyens de coordination ennemis qu’aux vies humaines, capable de “choquer et sidérer” un ennemi totalement dépassé.

Si l’idée d’une guerre “zéro mort” a été plutôt une invention journalistique qu’une vraie doctrine du Pentagone, la notion se répand d’une guerre techniquement parfaite et où l’usage de la violence serait réduite au strict nécessaire et employée au point le plus efficace. De là deux développements significatifs.

Les armes non létales et celles de l’information

Popularisée dès les années 80, puis avec un fort développement de la recherche depuis les années 90, l’arme qui ne tue pas, voire qui ne provoque aucun dommage irréversible, est vraiment entrée dans l’univers mental des stratèges. Les armes dites non létales ou à faible létalité (elles sont conçues pour ne pas tuer, mais il n’est rien qui - employé d’une certaine façon ou dans certaines conditions - ne risque de tuer un être humain) existent sous diverses formes. Ce sont des projectiles à énergie cinétique (comme les balles caoutchouc), des produits chimiques irritants ou “incapacitants”, des armes à impulsion électronique paralysantes, mais aussi des systèmes sophistiqués destinés à paralyser des véhicules, à interrompre des systèmes de communication, à rendre des locaux inhabitables. Sans parler d’engins de science-fiction comme des sortes de radars qui projettent des ondes générant des sensations de brûlure, des bruits insupportables pour l’oreille humaine, etc.¹⁸

Toutes ces panoplies répondent à une double finalité. Il s’agit d’abord d’éviter, surtout devant les télévisions internationales, le spectacle de toute brutalité, dans le maintien de l’ordre intérieur face à des manifestants ou émeutiers, ou à l’extérieur lors des confrontations avec la population civile occupée. La seconde notion est que le soldat moderne disposera d’une arme à la fois “rhéostatique” (dont les effets sont modulables en fonction du degré de dangerosité de la cible) et d’un moyen intermédiaire pour des situations où la menace ou l’autorité ne suffisent pas, mais où il ne convient pas encore de déchaîner toute la force destructrice des “vraies armes”.

Ces presque guerres où le fort désire surtout brider sa violence (et en épargner le spectacle à l’opinion), où il fait la séparation entre des ennemis criminels, comme les terroristes, et des “éventuellement amis” ou “virtuellement hostiles” (telles des populations

¹⁸ David Fidler, "The meaning of Moscow: 'non-lethal' weapons and international law in the yearly 21st century", *International Review of the Red Cross*, Vol. 87, N° 859, 2005, pp. 525-552.

locales dont il faut garantir au moins la neutralité apparente, puisque l'on n'intervient chez elles que pour leur bien), ces notions ne répondent guère au schéma canonique. Tout vise à maintenir l'emploi de la force à un degré acceptable, à la fois parce que cela répond à la sensibilité de l'opinion et parce que le but des opérations militaires est moins de gagner un conflit que de maintenir l'ordre international comme l'ordre intérieur, à supposer que la mondialisation laisse encore subsister la différence.

La menace aléatoire et les attaques à distance

Un des problèmes de la confusion ordre/paix et guerre/désordre est que le fort devient plus sensible à la menace aléatoire. Nous avons évoqué le terrorisme, mais il existe des formes d'agressions dont un État moderne peut être victime et dont il a beaucoup de mal à qualifier la nature, voire à les qualifier d'actes de guerre justifiant une rétorsion. Tel est le cas de la fameuse "cyberguerre" ou guerre informatique, désignation improbable qui regroupe tous les actes agressifs que l'on peut accomplir à distance, généralement anonymement par ordinateur ou réseau d'ordinateurs interposés. C'est un exemple de la confusion des genres et des conflits mixtes typiques de notre temps.

De telles attaques peuvent relayer la propagande (pénétrer sur un site gouvernemental pour le ridiculiser ou y "taguer" un slogan vengeur, par exemple), elles peuvent relever de l'espionnage (s'emparer de données confidentielles, intercepter des messages) mais elles peuvent aussi constituer une forme de sabotage : paralyser un site gouvernemental, agresser une entreprise d'importance stratégique, désorganiser ce que les Américains nomment des infrastructures vitales (les services d'urgence, l'alimentation en eau ou en électricité, la circulation routière ou aérienne...).

Tout cela avec des logiciels dits "malveillants", en s'emparant du commandement sur des machines distantes. Mais lorsqu'un État subit une "cyberattaque" comme ce fut récemment le cas de l'Estonie ou de la Géorgie, il se trouve aussitôt confronté à des problèmes de traçabilité de l'agression (d'où vient l'attaque et qui commande en réalité les sites et serveurs d'où elle semble provenir ?) et à une question de mesure de ses dommages. Qui mène l'attaque ? un service gouvernemental ? des mercenaires comme il s'en "loue" sur Internet ? un groupe privé militant ? criminel ? terroriste ? Comment évaluer le dommage et quand faut-il le qualifier d'acte de guerre, surtout s'il ne fait pas de morts ? Qu'est-ce qui est privé ou public dans cette affaire ?

De la même façon, une "cyberattaque" soulève le problème d'interpréter les intentions de l'attaquant. Celle-ci peut être destinée à préparer ou accompagner une attaque militaire classique, mais elle peut aussi avoir valeur d'avertissement : un sabotage en guise de message et pour soutenir une revendication ou une menace. Il devient délicat de décider comment y répondre (difficile, par exemple, de riposter à un logiciel malveillant par une volée de bombes et plus difficile encore de se justifier devant l'ONU). Le tout se complique du fait qu'une "cyberattaque" obéissant à une logique du chaos (plus elle crée de désordre, de perte de temps, d'énergie ou d'argent, par contagion, plus elle est efficace), nul ne saura jamais le rapport entre effet désiré et effet obtenu.

Le même raisonnement vaudrait sans doute pour des attaques économiques par le biais de rumeurs boursières ou de manipulations, pour des attaques sanitaires ou écologiques : aussi difficiles à prouver (surtout grâce à la médiation de groupes économiques, criminels, idéologiques ou terroristes agissant comme mercenaires ou exécutants).

L'image de la guerre

Si le sabotage des systèmes d'informations (les vecteurs et contenants), le vol ou l'altération de données (le contenu) peuvent être qualifiés de "guerre de l'information", il en est un troisième volet, celui qui concerne l'opinion : tout ce qui touche moins à la disponibilité ou à la fonctionnalité d'une information utile, mais à la diffusion d'un message porteur d'émotions. En ce sens la guerre de l'information consiste à faire prédominer sa version des faits, ses images, ses valeurs, ses indignations, ses inimitiés sur celles de l'autre¹⁹.

De ce point de vue, le rapport entre le fort et le faible a changé depuis le Viet Nam (période où les USA perdaient la guerre des images faute de ne rien contrôler) et la première guerre du Golfe (période où les USA la gagnaient grâce au monopole de la guerre visible que possédait CNN). Désormais chacun peut produire sa propre scénographie. Lorsque les USA produisent une version très hollywoodienne de la guerre d'Irak (avec soldates héroïques, chute de la statue du dictateur, etc), les *ihadistes* offrent à leur public une version numérique de l'occupation de l'Irak avec cassettes-testaments de futurs martyrs et châtiment des traîtres, filmés et abattus en même temps. Quand les Palestiniens dirigent les caméras vers leur victime ou quand le Hezbollah s'offre sa propre chaîne de télévision, les pro-Israéliens produisent sur Internet ou à la télévision des émissions entières pour démontrer que tout est truqué et que Tsahal est l'armée la moins sanguinaire du monde.

Depuis que les guerres ne se déroulent plus seulement sur des champs de batailles mais aussi dans le cyberspace et sur tous les téléviseurs du monde, la guerre des représentations, celle qui vise "les cœurs et les esprits" compte au moins autant que les succès militaires réels.

Conclusion

Faut-il renoncer à comprendre la guerre ou à la nommer ? Pour notre part, nous avons parlé des nouvelles violences symboliques et techniques et plaidé pour une polémologie²⁰ rénovée qui s'efforcera d'en expliquer les mécanismes, en faisant une juste place aux signes et symboles.

À la fin de la guerre froide, beaucoup ont cru, sinon que la paix était assurée, du moins que la guerre serait limitée par deux tendances : conversion de la planète ou d'une majorité de ses habitants aux valeurs démocratiques (et l'on ne cesse de répéter depuis Kant que les Républiques ne se font pas la guerre²¹) et immense supériorité de l'hyperpuissance. Ce sont certes des facteurs qui ne jouent pas en faveur des conflits classiques entre États Nations (encore que...). Mais cette nouvelle donne n'a empêché ni la découverte de nouvelles fragilités exploitables par des agresseurs, ni la multiplication des motifs, y compris idéologiques, d'affrontement, ni la diffusion de technologies utilisables pour de nouvelles formes de luttes. Le rêve est celui d'un ordre international assuré par une police internationale, si possible vertueuse et altruiste. Or, la guerre - ou le conflit - tendent à échapper à leur forme classique et à devenir hors limites²² dans tous les sens du termes : hors

¹⁹ Voir la définition dans : François-Bernard Huyghe, *Maîtres du faire croire. De la propagande à l'influence*, Vuibert, Paris, 2008.

²⁰ Myriam Klinger (dir), collectif, *Héritage et actualité de la polémologie*, Téraèdre 2007; voir aussi F.-B. Huyghe, *Anthologie de textes sur la polémologie*, 2008, téléchargeable sur http://www.huyghe.fr/actu_482.htm (dernière consultation 25.05.2009); Ervin Laszlo, Linus Pauling and Chong-nyol Yu : "Polemology", *World Encyclopedia of Peace*, Pergamon Press, New York, 1986.

²¹ Immanuel Kant, *Practical Philosophy*, Mary J. Gregor (Ed), Cambridge University Press, 1996, p. 12.

²² Lang Qiai et Xiangsui Wang , *La Guerre hors limites* , Payot Rivages, 2003.

limite de temps et d'espace, hors limite de leurs instruments traditionnels, mais aussi hors la limite qui séparait la guerre d'autres formes d'affrontement politique, économique ou idéologique. La guerre se fait hybride, ce n'est pas une raison pour renoncer à la comprendre.